

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

● Italie

MANIFESTATIONS DE MASSE CONTRE LA POLICE FASCISTE



Devant les manifestations de masse, la bourgeoisie italienne renforce la répression et multiplie les provocations. Elle a l'appui du PCI. Ici, une charge policière lors de la manifestation du 1er mai à Rome (photo HR).

Vous trouverez un reportage exclusif de nos envoyés spéciaux à Rome sur le 1er mai et le mouvement de masse contre la démocratie chrétienne et le révisionnisme, dans le numéro 5 de l'Humanité rouge bimensuel.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de la plupart des grandes villes italiennes, vendredi et samedi, pour protester contre l'assassinat de Giordina Masi.

C'est jeudi dernier au cours d'une manifestation, dans le centre de Rome que cette jeune fille de 19 ans a été abattue par la police tandis que plusieurs autres manifestants étaient blessés par balles. Ce nouvel assassinat perpétré par la police fasciste de l'Etat italien a suscité l'indignation des larges masses populaires.

Des milliers de manifes-

tants se sont rassemblés dès vendredi en quatre points de la capitale italienne ainsi qu'à Bologne, Bergame, et en Sicile à Palerme ; mais c'est sans doute samedi après-midi que les manifestations ont été les plus importantes.

Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants et travailleurs ont défilé dans le centre de Rome et se sont rassemblés autour d'une tombe symbolique recouverte de fleurs à l'entrée du pont Garibaldi sur le Tibre ; attaquant la manifestation pacifique notamment au moment de sa dispersion, les

policiers l'ont chargée avec sauvagerie tandis que des milliers de manifestants les dénonçaient aux cris de « Assassins-assassins ! »

A Naples, un important défilé a également eu lieu pour protester contre l'assassinat de Giordina Masi et les manifestations ont été là encore chargées avec sauvagerie par la police d'Etat qui a arrêté plusieurs personnes à cette occasion.

C'est à Milan que se sont produits pendant plusieurs heures les plus violents affrontements de la journée de samedi. Des milliers de manifestants

qui s'étaient regroupés pour dénoncer la violence fasciste du gouvernement, ont riposté du tac au tac aux charges de la police dans le centre de la ville.

D'autres événements identiques se sont également déroulés à Turin.

En difficulté devant l'opinion publique italienne et internationale, le gouvernement réactionnaire italien et les forces d'extrême-droite organisent la « stratégie de la tension » celle-ci consiste à monter des provocations policières pour les attribuer aux mouvements de masse.

(Suite p.2)

Réactualisation du Programme commun

DONNER L'ILLUSION...

C'est aujourd'hui que s'ouvrent les rencontres pour réactualiser le Programme commun. On se souvient que la semaine dernière Mitterrand demandait à Barre : « Dans quel état allez-vous nous laisser les affaires de la France ? ».

C'est dire quel état d'esprit présidera aux discussions entre les divers compères de la gauche : ils se sentent près du pouvoir, il faut d'une part donner l'illusion que l'on propose du sérieux et d'autre part chercher à se placer vis à vis du partenaire pour avoir les meilleures places le moment venu.

Pour faire sérieux, le PCF a lancé avec beaucoup de sérieux le grand gag du « coût du Programme commun ». Mitterrand a refusé en bloc. Le PS et les radicaux de gauche voudraient aussi contrer le PCF sur la question des nationalisations. Le parti révisionniste à d'ores et déjà fait des concessions sur le P ad'ement européen et sur l'arme nucléaire française notamment.

C'est un nouveau round de marchandages entre aspirants à la gestion des affaires du capital qui s'ouvre aujourd'hui.

● Espagne

Le pays Basque poursuit la lutte

De nouvelles manifestations de masse ont eu lieu vendredi et samedi au pays Basque espagnol.

Dans les quatre provinces basques d'imposantes manifestations ont eu lieu en faveur de l'amnistie de tous les prisonniers politiques.

La police espagnole a tué cinq personnes au cours de cette semaine. Elle a arrêté plus de quarante travailleurs qui participaient à des piquets de grève dans la seule province de Navarre où la grève comme dans les trois autres provinces est générale.

Tandis que le peuple espagnol marque chaque jour sa détermination à lutter

jusqu'au bout contre le fascisme, le secrétaire général du parti révisionniste espagnol, Carillo a déclaré vendredi soir à Séville : « Je crois que cela ne serait pas mal si dans ce pays, certains arrêtaient de saluer à la romaine et d'autres avec le poing fermé. Depuis que je suis revenu en Espa-

gne, j'ai évité de lever le poing pendant les meetings. Je ne suis pas venu agresser les gens mais travailler pour la réconciliation et la liberté ».

C'est ainsi que Carillo demande aux fascistes de ne plus faire leur salut mais exige des révolutionnaires de ne plus lever le poing en présentant ce symbole de lutte et d'unité populaire comme « une agression contre les gens ».

A révisionniste, révisionniste et demi, c'est totalement à l'improviste que Dolores Ibaruri est rentrée de Moscou par un avion de l'aéroflot russe. Les compères de la direction du PCE n'étaient pas au courant...

Accompagnée à l'aéroport de Moscou par le sinistre Souslov, Ibaruri s'est empressée à son arrivée en Espagne de télégraphier des remerciements à la direction révisionniste sociale-impérialiste de l'URSS. Une preuve en somme que Moscou veut reprendre en main la situation dans le parti révisionniste espagnol.





NOTE DE L'ADMINISTRATION DE LA FAUCILLE

L'administration de la Faucille étant indépendante désormais d'HR, nous demandons aux lecteurs d'adresser tout courrier, article, et règlement à la nouvelle adresse :

LA FAUCILLE
BP 258 - 75866 - Paris Cédex 18.

Le numéro de CCP sera prochainement communiqué. Pour l'instant, les règlements doivent être libellés à l'ordre de la Faucille sans autre mention.

● Chateauroux

Le comité des licenciés de la Sonomec :

une arme pour la défense des chômeurs

De décembre 76 à avril 77, la SONOMEC, filiale «parallèle» de Turboméca, a licencié 44 de ses 100 employés.

C'est alors, pour éviter la dispersion et la fin de toute résistance collective qu'ils ont décidé de se regrouper au sein du «comité des licenciés de la SONOMEC».

Depuis, ce comité n'a pas cessé de faire un travail de mobilisation et de popularisation important : information auprès de la population (6 000 tracts ont été diffusés dans les ZUP de Chateauroux), démarches auprès des autorités locales et ministérielles, manifestations collectives avec notamment occupation de la mairie et de l'ANPE.

Moins spectaculaire mais toute aussi importante, a été l'action du comité pour faire respecter les intérêts immédiats des chômeurs : information sur leurs droits, récupération auprès de la direction des indemnités de congé-maladie, des avantages rétro-actifs, démarches et inscriptions collectives auprès de l'ANPE, interventions pour faire accélérer le paiement des allocations-chômage, informations sur les «combines» de l'ASSEDIC, etc.

L'autre résultat positif obtenu par le Comité des licenciés a été la prise de conscience collective.

Prise de conscience d'abord qu'il était extrêmement difficile de trouver du travail et qu'en conséquence, les chômeurs n'étaient ni des paresseux, ni des pa-

rasites. C'est une importante victoire quand on sait avec quel soin le capitalisme essaie de faire retomber la responsabilité du chômage sur le chômeur lui-même. Surmonter cette «honte du chômeur» et l'expliquer à la population, voilà un acquis important.

Prise de conscience ensuite de la force que représentaient l'unité et l'organisation. De nombreux travailleurs, méfiants et parfois non sans raisons à l'égard des syndicats, ont compris la nécessité de s'unir et de s'organiser. Si bien que certains d'entre eux n'hésitaient pas à dire qu'ils auraient pu, ainsi unis, occuper l'usine et s'opposer aux licenciements.

Bien sûr, les adversaires des travailleurs ont du mal à avaler l'existence de ce comité. La direction a fait courir des faux bruits, FO l'a déclaré «irresponsable».

Quant aux dirigeants révisionnistes, ils sont dépités du fait que les chômeurs n'aient pas rejoint leur comité où l'on parle du Programme commun et fort peu des problèmes concrets des chômeurs.

Compte tenu des conditions particulières de la lutte des classes dans l'Indre, le comité des licenciés de la SONOMEC constitue une juste riposte des travailleurs. C'est un exemple qui peut faire tâche d'huile et qui doit avoir l'appui de tous ceux qui luttent contre le chômage et ses causes.

Correspondant HR

● Rhône - Poulenc - St Fons

Pollution en série !

Le 27 avril dernier, une importante retombée de gouttelettes d'acide aux alentours de l'usine avait brûlé à la tête et aux épaules un travailleur et endommagé la peinture de 400 voitures.

Le 2 mai, se produisait un déversement accidentel d'acide arsénique, dans le Rhône. Les prélèvements effectués montraient l'existence de traces dans les eaux du Rhône en aval. La direction déclarait tout en cherchant à minimiser l'«incident» : «Des dispositions sont en cours pour qu'il ne se renouvelle pas.»

Or, le 2 mai c'est trois mille cent litres de solvant très inflammables qui se sont échappés d'une citerne et répandus dans une rue de l'usine. Heureusement, elle a pu être arrosée de mousse par les pompiers pour l'empêcher de prendre feu. Il a fallu ensuite l'évacuer par les égouts.

Dans une conférence de presse, le syndicat lyonnais de l'industrie chimique CFDT a dénoncé comme cause de ces accidents «un manque d'entretien du matériel dû notamment à une réduction permanente des effectifs depuis des mois».



le monde en marche

Plein succès du meeting sur l'unité de lutte des peuples de la Caraïbe

Plusieurs centaines de personnes se pressaient en permanence dans la salle trop étroite pour les contenir où se tenait durant tout l'après-midi et la soirée de samedi, à Paris, un chaleureux meeting convoqué à l'appel des Associations générales des

Les différentes interventions condamnant les impérialistes dominant actuellement dans la région, notamment américain et français, étaient écoutées avec enthousiasme par les participants. Le meeting était introduit par la lecture d'une déclaration commune des organisations qui déclaraient notamment :

«La zone caraïbe est d'une importance stratégique et suscite de ce fait, la convoitise d'une ou plusieurs autres puissances impérialistes qui cherchent à évincer la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne et à constituer des têtes de pont dans cette zone pour perpétuer l'expansion et l'agression dans cette partie du monde. Mais les peuples de la région s'apprennent à y faire face. Ils sauront, en comptant avant tout sur leurs propres forces, renverser la domination coloniale et néo-coloniale et prévenir la pénétration de toute autre puissance impérialiste quelque soit le masque qu'elle porte.

«Aujourd'hui, au moment où la Caraïbe est un objet de convoitise pour les puissances impérialistes, il importe que les pays de cette zone renforcent leur unité de combat.

«Le colonialisme et l'impérialisme ont toujours tenté de diviser les peuples de la Caraïbe et de les monter les uns contre les autres afin de mieux les asservir. Nos peuples ont toujours su éviter le piège de la division. Ils doivent aujourd'hui être plus unis qu'ils ne l'ont été jusqu'ici. C'est indispensable pour notre victoire.

«L'unité de lutte nécessaire de nos peuples doit être bien comprise. Pour qu'elle se réalise, pour qu'elle soit efficace, pour qu'elle ébranle le colonialisme et l'impérialisme, chaque peuple doit se doter d'organisations qui lui sont

étudiants guadeloupéens, des étudiants de la Martinique, des étudiants guyanais, du Collectif des femmes portoricaines, du comité Charlemagne Péralte d'action patriotique haïtienne et du Comité Santo Domingo en lutte.

mités haïtiens d'action patriotiques Charlemagne Péralte, et Machate, le Comité Santo Domingo en lutte, l'AGEM, et le Collectif des femmes porto-ricaines rejettent et dénoncent les conceptions antillanistes qui nient l'existence de nations spécifiques, guadeloupéenne, guyanaise, haïtienne, dominicaine, martiniquaise, porto-ricaine. Ces conceptions sont dangereuses, et loin de conduire à l'unité, sèment la confusion, émoussent la combativité des peuples, s'opposent à leur unité militante anti-impérialiste.

«La réalisation de l'unité des peuples de la Caraïbe

doit se faire à travers les contacts et le travail commun de leurs organisations.

«La manifestation d'aujourd'hui, concrétise l'esprit d'unité et de solidarité qui anime les peuples de la Caraïbe. Par cette manifestation commune, l'AGEM, l'UEG, Les Comités haïtiens d'action patriotique Charlemagne Péralte et Machate, le Comité Santo Domingo en lutte, l'AGEM et le Collectif des femmes porto-ricaines expriment leur volonté de s'unir toujours plus étroitement afin de reconquérir l'indépendance nationale et barrer la route à la pénétration de tout impérialisme.»

● Pékin

Fin de la Conférence nationale industrielle

La conférence destinée à populariser l'exemple de Tacking dans l'industrie chinoise, et à fixer les rythmes, les priorités et les méthodes du développement industriel du pays vient de se terminer à Pékin. Elle s'était ouverte le 20 avril sur le champ pétrolier de Tacking et a rassemblé quelques 10 000 participants. Les plus hauts dirigeants du Parti et du pays étaient présents aux grands moments de la Conférence qui a été marquée par un très important discours du président Houa Kou-feng.

Les quotidiens commentent ces jours-ci les traits marquants de la conférence :

— L'importance donnée aux impératifs de construction rapide d'une défense nationale puissante et moderne, pour faire face aux risques grandissants d'un nouveau conflit mondial.

— L'accent placé sur la production pétrolière qui pourrait plus que tripler avant l'an 2 000.

— La place primordiale reconnue à la production agricole toujours reconnue

comme la base de l'industrie et la source d'alimentation des huit cents millions de personnes qui composent le peuple chinois.

Mais surtout, la conférence a été dominée par «l'Esprit de Tacking», fait d'ardeur révolutionnaire, de confiance en soi et de modestie, plaçant toujours «la politique au poste de commande».

Commentant ces orientations, l'éditorialiste du «Quotidien du peuple» rappelait samedi que, devant la menace de guerre, les armées

étaient un facteur important mais que l'élément décisif demeure toujours le peuple :

«Même si les sociaux-impérialistes soviétiques déclenchent une agression contre la Chine, et lancent sur elle leurs bombes à hydrogène, la Chine ne sera pas détruite et le sursarain nucléaire ne fera que hâter sa propre destruction. L'histoire prouvera que c'est le genre humain qui détruira les armes nucléaires, non l'inverse».

Une prochaine conférence nationale a été annoncée qui portera cette fois sur les conditions de travail et les salaires. Elles marquera un nouveau pas important dans la lutte entreprise pour doter la Chine socialiste d'une économie puissante et contribuera à effacer les ravages causés en ce domaine par «la bande des Quatre».

● Italie

Manifestations de masse contre la police fasciste

(Suite de la page une)

A ce sujet, une polémique a éclaté vendredi entre le ministère italien de l'Intérieur et le journal bourgeois à grand tirage «Il Messaggero».

Dans son édition de vendredi, le journal romain a en effet publié à la «Une» une photo où l'on peut voir un policier en civil, posté entre deux voitures en pistolet à la main. Cela a mis en difficulté

le ministère de l'Intérieur qui a cherché à démentir que des policiers en civil aient pris part à la manifestation, blessant par balles sept personnes à proximité du «campo dei Fiori», lieu des affrontements les plus violents de jeudi.

Ripostant à ce démenti, dix journalistes italiens de différents quotidiens, ont dans un communiqué remis à la presse, affirmé «qu'ils peuvent témoigner que plu-

sieurs policiers en civil ont fait usage de leurs armes durant la manifestation» et souligné que «porteurs de cheveux longs et habits semblables aux jeunes manifestants, ils peuvent être pris pour de jeunes contestataires».

Ces provocations policières montrent à quel point les forces réactionnaires sont inquiètes des manifestations de masse du peuple italien. Évidemment, la direction

révisionniste n'est pas de reste : faisant écho à l'amalgame organisé par le gouvernement, l'«Unità», organe révisionniste italien, s'attaque aux «initiatives qui favorisent la provocation et la violence», et ajoute : «Aucune excuse ne doit être trouvée à ces initiatives aventureuses».

Une façon claire en somme d'approuver et de réclamer la répression des manifestations antifascistes...

Sport



A Nantes et Lille

Le parti socialiste et le football

Mauroy, maire PS de Lille, part en guerre contre le football professionnel : « Il faut en finir avec l'époque des mercenaires du football et des joueurs aux salaires scandaleusement excessifs dans l'équipe lilloise », écrit-il.

Quelle fermeté soudaine ! Curieux, non ? Surtout quand on sait que son collègue Chénard maire PS de Nantes, lui, vient de décider de renforcer « l'aide » financière au FC Nantes de façon exceptionnelle.

Contradiction apparente. En fait, qui suit le championnat de football constatera la plus grande cohérence dans les propos de ces deux politiciens et hommes d'affaires avisés.

Lille ferme le championnat. La désertion du stade par le public constitue un bide financier pour cette grosse entreprise qu'est une ville comme Lille. C'est une affaire non rentable qui demande une restructuration en l'occurrence le redémarrage sur des bases financières plus saines.

Par contre, Nantes fait

cavalier seul en tête du championnat. Le club se permet même de payer l'international polonais Gadocha, à ne rien faire ou à jouer en « amateur ». A noter la participation de la Pologne révisionniste à ce business.

Le public à Nantes est là, massif. Les places lors des matchs dits « de gala », sont de plus en plus chères et les matchs de ce type de plus en plus nombreux.

C'est une affaire extrêmement rentable et il n'est pas question pour nos élus de gauche de toucher en quoi que ce soit aux salaires des footballeurs nantais, si ce n'est pour les augmenter encore.

Une affaire marche ou ne marche pas. Un capitaliste adopte deux attitudes différentes dans l'un ou l'autre cas, mais il s'agit bien d'une même politique, celle qui vise au profit maximum en tirant du peuple l'argent que ses exploités directs lui laissent pour ses loisirs.

Un lecteur sportif



Pollution

• Boehlen

Suites du naufrage

Voilà plus d'un mois que le «Boehlen» a coulé au large de l'île de Sein et malgré les moyens mis en œuvre, le pétrole continue à suinter des réservoirs.

Pendant ce temps rien n'est résolu en ce qui concerne les quelques milliers de tonnes de pétrole qui ont déjà pollué les rivages de l'île de Sein et du Finistère. Il est extrêmement difficile à brûler dans les incinérateurs en raison de sa consistance proche de celle du bitume, d'autant qu'il est mélangé à des galets, de la terre, etc. Dans certains endroits, il a donc été enfoui sous terre. Mais dans la banlieue de Quimper, à Toulven, où quarante tonnes de pétrole brut avaient ainsi été enfouies, on a trouvé des traces d'hydrocarbures, dans l'eau des puits. Il a donc fallu déterrer les sacs de pétrole pour les stocker dans des containers sous un hangar en attendant de les transporter dans une usine qui soit capable de les détruire par raffinage et brûlage.

• Pays Bas

Péchiney obligé de déterrer ses déchets

La filiale néerlandaise de Péchiney, va devoir transférer la bagatelle de 10 000 tonnes de déchets industriels. Ils étaient stockés dans un puits creusé sur le terrain de son usine de Flessingue. Or, les vérifications ont montré qu'ils risquaient d'entretenir des infiltrations polluantes dans les eaux souterraines.

• Fête de Paris Buvez, payez et adhérez

Le parti révisionniste profite (dans tous les sens du terme) du fait qu'il n'est pas facile dans la société capitaliste de trouver une occasion de se réunir, de se détendre, de passer un dimanche à s'amuser.

Dès lors, la recette est simple : des manèges, de la bière, des merguez, un cirque, des orchestres pop et du show-business.

On pourrait s'attendre à ce qu'un parti qui se dit communiste organise un autre type de fête que celles qui présentent les grands manitous du spectacle. Il n'en est rien et pour cause, puisque le but est le même : faire du fric.

Le climat une fois créé, on glisse des adhésions entre deux verres de bière ou deux chansons pop.

Monory :

« Levée des contraintes en matière de licenciements »

Monory, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, vient de préciser l'offensive que compte lancer le gouvernement contre les travailleurs immigrés et les jeunes.

Il a parlé pudiquement de lutter contre les zones « surindustrialisées » où il y a « surdensité » de main d'œuvre immigrée. En fait, c'est bel et bien une chasse aux immigrés que lance le gouvernement. 200 000 immigrés devant être chassés de France dans les prochains mois. Cette chasse aux

immigrés lancée de façon officielle n'est pas sans relents racistes dangereux.

Monory a aussi parlé de l'apprentissage. Il s'est déclaré favorable à l'âge légal d'entrée en apprentissage, de 16 à 14 ans.

Quand on sait quelle exploitation forcée subissent les jeunes apprentis, on comprend tout de suite le caractère de cette mesure officiellement destinée à « combattre le chômage ».

C'est ainsi que Monory a indiqué, que le plan du gouvernement à ce sujet s'accompagnera d'une « le-

vée des contraintes en matière de licenciements ». Levée des contraintes des chefs d'entreprise bien sûr.

En clair, cela signifie que non seulement les jeunes apprentis seront exploitables à merci, mais encore licenciés à volonté.

Plus les choses se précisent, plus le plan Barre bis et ses corollaires se révèlent dans toute leur ampleur : une attaque lancée par la bourgeoisie contre toute la classe ouvrière, notamment les ouvriers les plus privés de droits, immigrés et jeunes.

Le PCF et la défense nationale (2) Pour qui travaille le PCF

Si le PCF a décidé d'accepter le maintien de l'arme atomique française, ce n'est pas parce qu'il se soucie de l'indépendance nationale de la France.

Nous avons vu dans un premier article que le PCF avait été obligé de prendre cette décision, pour ne pas être accusé de « fléchissement » dans la résolution du gouvernement de la gauche unie de défendre l'indépendance de la France, a précisé Marchais. Et en effet, le PCF est loin d'être à l'abri de telles accusations !

Y A-T-IL UNE CIBLE ?

Pour Kanapa, dans son rapport devant le Comité central, il n'y aurait paraît-il pas de cible à fixer à la défense nationale. Le PCF reprend l'idée d'une défense nationale tous azimuts, c'est-à-dire qu'il nie que dans la situation présente pèse sur notre pays un danger précis.

Cette thèse s'accompagne des discours sur la détente, l'ère de paix ouverte par Helsinki, etc.

Or, il y a bel et bien une cible que doit se fixer la défense nationale d'un pays européen. Cette cible c'est de se préparer à faire face à la guerre que prépare Moscou et ses alliés des pays de l'Est.

Ce n'est plus un secret pour personne : l'armement soviétique est le premier du monde ou en passe de le devenir. Cet armement n'est pas défensif, le type d'armes le prouve. Comme le prouvent aussi la présence des flottes russes loin des côtes soviétiques, l'intervention russe en Afrique. C'est un armement pour exporter la guerre.

Quand le PCF déclare qu'il n'y a pas de cible et qu'il faut une défense nationale tous azimuts, il veut cacher Brejnev, l'agresseur, et travaille contre l'indépendance nationale de la France.

Ces attaques se font aujourd'hui, dans la bouche de Kanapa, plus dures que jamais. On parle d'Hitler, de complot franco-allemand contre la République démocratique allemande, etc.

Cette politique s'accompagne aussi d'attaques contre la République fédérale allemande.

Le but est simple à comprendre. La République fédérale allemande est le seul pays qui sépare la France du bloc des pays de l'Est. Il n'est pas indifférent de savoir si ce pays se prépare ou non à faire face à l'agression soviétique contre l'Europe de l'Ouest.

Quand Kanapa refuse, au nom du PCF, que l'arme atomique ou les armes Pluton stationnent en Allemagne de l'Ouest, il fait là aussi le jeu de Moscou.

POURQUOI DES ACCORDS AVEC L'URSS ?

Enfin, le discours de Kanapa, se termine par un appel à signer non seulement un traité « de non-agression », mais mieux, « un traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique ».

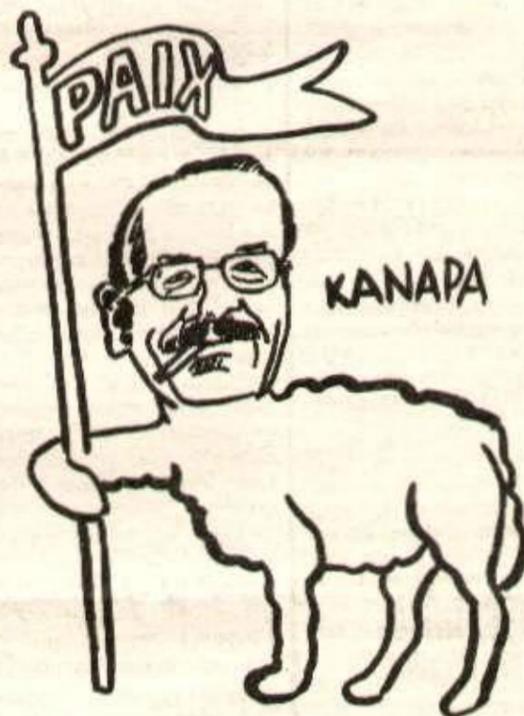
De tels traités avec une puissance agressive, cela revient à se lier les mains, à se voir passer les menottes par des gens comme Brejnev qui ne se sont pas demandés s'ils avaient ou non un traité signé avec la Tchécoslovaquie pour envahir ce pays !

Soulignons un dernier point. Kanapa a dit : « Il ressort des échos qui nous parviennent de toutes les armes, que nombreux sont les cadres qui aspirent à une autre conception de la défense nationale et qui comptent sur notre parti pour la définir et la faire prévaloir ».

Ce qui veut dire que le PCF cherche à infiltrer ses idées et à s'infiltrer lui-même au sein de l'armée.

Aucune illusion n'est permise. Les initiatives sur le « désarmement », les propositions de traités avec Moscou ne sont pas la preuve que le PCF « veut la paix et le désarmement ». C'est la preuve qu'il veut préparer la route à une agression russe. Et cela même qu'il s'est senti obligé de se prononcer pour le maintien de l'arme atomique française.

Si tu veux la guerre,
parle de la paix !



« Nous nous trouvons à cet égard en communauté de vues avec Paul VI qui refusait avec raison la fallacieuse devise « Si tu veux la paix, prépare la guerre ».

Communauté (religieuse ?) de vues entre Kanapa et Paul VI... c'est bien la preuve que quand le PCF veut se montrer pacifique et doux comme l'agneau pascal, il ne lésine pas sur les moyens.

Mais dans le cas concret, ça tape un peu à côté. Le Paul VI en question refilait, après la guerre, des fausses cartes d'ambassadeurs du Vatican aux nazis qui fuyaient en Amérique Latine.

Ce même vatican qui a signé les accords de Latran avec le fasciste Mussolini et qui a placé une partie de ses capitaux écormes dans les usines d'armements par l'intermédiaire de la Fiat...

Le Vatican est donc plutôt du genre mal placé pour donner des conseils de paix. La peau d'agneau qui voudrait revêtir Kanapa est pleine de trous. Il devra trouver autre chose.



Ces derniers jours, nous avons reçu un courrier particulièrement abondant, ce qui est une excellente chose. Cela témoigne d'au moins deux choses : d'un certain développement des luttes et que notre quotidien devient de plus en plus celui des travailleurs. Il faut continuer dans ce sens.

Solidarité des travailleurs en lutte

• William Saurin - Lagny

Alors que la direction de Laurent faisait occuper l'usine par des vigiles et des chiens policiers, à 100 m de là chez William-Saurin, l'arbitraire patronal s'abat-tait sur un délégué. 48 heures de mise à pied pour être allé, pendant le travail, manifester la solidarité des ouvriers de Saurin à ceux de Laurent.

Les patrons ont peur de la solidarité ouvrière, voilà pourquoi ils font tout pour la réprimer. Pour les ouvriers, c'est une arme irremplaçable pour aller de l'avant, et arracher des victoires au patronat. Divisée, séparée, la classe ouvrière est faible, unie et solidaire, elle peut remporter de grands succès. Les patrons le savent bien et font tout pour diviser les travailleurs entre eux.

Chez William-Saurin, les travailleurs ont décidé de débrayer une heure par jour, jusqu'à concurrence de 48 heures, c'est-à-dire correspondant aux six jours de mise à pied du délégué.

Aujourd'hui, la direction de William Saurin intensifie ses attaques antisyndicales : elle vient de distribuer à tout le personnel un règlement intérieur en français et en arabe qui vise à restreindre les libertés des travailleurs, notamment la liberté syndicale. Les travailleurs de Saurin ne sont pas décidés à se laisser faire. Ils l'ont montré en organisant un débrayage victorieux pour se faire payer la journée du 28/04 qu'ils ont dû chômer par suite de la grève d'EDF.

• FNAC - Paris

La lutte engagée le 3 par les employés du magasin de l'Étoile, continue. Le magasin de Montparnasse est entré en grève lui aussi en grève illimitée.

Après trois jours de négociations avec la direction générale, les propositions d'Essel - patron de « gauche » - sont jugées insuffisantes. De plus en plus, les travailleurs rejoignent les grévistes.

Samedi les AG ont affirmé leur détermination pour arracher : la réduction du temps de travail immédiate, l'augmentation réelle des salaires, le paiement des jours de grève.

À l'entrepôt de Massy, le chef fasciste Beaumont a empêché la tenue d'une AG et l'entrée d'une déléguée vendredi.

15 grévistes de l'Étoile n'ont pu pénétrer dans les locaux. D'autre part, samedi des mercenaires d'extrême-droite distribuaient des tracts de la direction et provoquaient les grévistes devant le magasin de Montparnasse. Des motions de soutien commencent à arriver. À l'initiative de la section CFDT des « Magasins réunis » une première collecte a été faite et apportée aux grévistes en signe de solidarité.

À la FNAC-Étoile des représentants de la CFDT sont venus exprimer le soutien des travailleurs du BHV, des Galeries Lafayette (à la FNAC-Montparnasse également) et du Printemps.

Devant l'épreuve de force engagée contre la direction qui ne veut pas céder sur les points les plus importants, la popularisation de la lutte doit encore s'étendre, les travailleurs de la FNAC ont besoin de la solidarité de tous les travailleurs.

Correspondant HR

Parmi les nombreuses luttes

• SEI - Gennevilliers

À la SEI (Gennevilliers), embranchement de voies ferrées pour les zones industrielles, les travailleurs sont en grève depuis le 9 mai pour des augmentations de salaire.

• Alsthom Lavoisienne

Aux usines « Alsthom-Savoisienne » d'Aix-les-Bains et de Frontenex un nouveau débrayage a eu lieu. À l'usine « Delle-Alsthor » de Villeurbanne (2 700 salariés) les grèves tournantes depuis le début avril continuent. Depuis plus de 15 jours les grévistes sont en grève totale pour : 40 heures sans perte de salaire, 2 300 F minimum et augmentation des salaires. À la « Savoisienne » à St-Ouen, bien que le courant favorable à un durcissement se soit renforcé, le principe des débrayages est maintenu par la majorité. Mais jeudi matin, tandis qu'un autre délégué CFDT est frappé d'une mise à pied, le débrayage qui a eu lieu en début de poste (de 7 h à 7 h 30) a été fait avec des piquets de grève bloquant toutes les portes.

Le personnel des cantines EDF dans la lutte contre les dirigeants révisionnistes

À EDF-GDF, c'est la CCAS (Caisse centrale des activités sociales) qui dirige les cantines. Cette véritable institution, au budget de plus de 60 milliards d'anciens francs, (1 % des ventes d'électricité et de gaz donnés par les directions) est gérée par les représentants des fédérations syndicales. Les

Il existe une centaine de cantines en France dont une cinquantaine dans la région parisienne. Au total, près d'un millier d'employés y travaillent. Mais ceux-ci ne bénéficient pas du statut EDF, mais simplement d'une convention collective avec la CCAS qui ne recouvre pas tous les avantages du statut (retraite 5 ans plus tard, cotisations sociales supérieures de 5 %, pas de garantie de l'emploi, etc.)

Alors que depuis de nombreuses années, les dirigeants révisionnistes de la CGT et de la CCAS (ce sont évidemment les mêmes) n'avaient rien fait pour obtenir le statut d'EDF pour le personnel des cantines, celui-ci, au printemps 1975, soutenu par la CFDT, avait engagé l'action pour sa titularisation.

Mais aux deux jours de grève massive qu'ils avaient fait contre le sabotage des dirigeants CGT avaient succédé des discussions sans fin avec les ministères concernés.

Aucune mobilisation du personnel n'intervenant, il était facile de débattre dans les salons ministériels !

Mais depuis quelques mois, le personnel des cantines en a assez de l'attentisme et du sabotage de ses luttes. Plusieurs fois, il a demandé aux responsables syndicaux d'organiser une assemblée générale de toutes les cantines de la région parisienne, mais il y avait toujours des raisons de repousser.

Aussi début mai le personnel de deux cantines (non-syndiqués et adhérents CFDT et CGT) décida de convoquer lui-même une assemblée générale en s'adressant directement à leurs camarades de toutes les cantines, afin de débattre des revendications et de définir des moyens d'action.

Aussi début mai le personnel de deux cantines (non-syndiqués et adhérents CFDT et CGT) décida de convoquer lui-même une assemblée générale en s'adressant directement à leurs camarades de toutes les cantines, afin de débattre des revendications et de définir des moyens d'action.

UNE PREMIÈRE VICTOIRE

Immédiatement les dirigeants révisionnistes de la CCAS se mirent en branle pour empêcher les travailleurs d'y participer. Mais ce fut peine perdue. Le 11 mai, c'étaient des représentants de la moitié des cantines de la région parisienne qui se réunissaient ! C'était déjà une première victoire !

La discussion sur les revendications fut très riche. Bien sûr, il y a la revendication de la titularisation, mais ce qui apparut clairement, c'est que la CCAS pratiquait une exploitation capitaliste ouverte. C'est ainsi que les effectifs, déjà très insuffisants, sont systématiquement diminués. Dans telle cantine, la suppression de postes oblige les travailleurs à faire 30 minutes de plus chaque matin et chaque soir sans être payés. Dans telle autre, le pâtissier est obligé de remplacer le plongeur. Ailleurs, on supprime des postes et on oblige à faire du travail supplémentaire en disant : « Tu fais cela ou on te mute ». Les postes sont remplacés par des postes de catégorie inférieure. Et surtout, les visites des inspecteurs se multiplient. Bref c'est de la rentabilisation capitaliste à l'extrême.

De la même façon, la CCAS n'organise plus depuis février 1975 les élections annuelles de délégués du personnel, de peur que la CGT prenne une veste !

C'est une critique approfondie et de masse des pratiques des dirigeants révisionnistes de la CCAS qui a été faite lors de cette AG.

Comme le disait un adhérent CGT : « Nos délégués CGT nous brident ». Ceci a débouché sur la mise au point de revendications à obtenir immédiatement de la CCAS, sans attendre la titularisation. Ces revendications doivent maintenant être complétées cantine par cantine.

UN PREMIER MOUVEMENT LE 17 MAI

Lors de cette AG, est apparue aussi une grande volonté de lutte contre les dirigeants révisionnistes de la CCAS pour obtenir satisfaction. Un premier mouvement a été décidé pour le mardi 17 mai.

Ce jour-là le personnel des cantines préparera et

dirigeants révisionnistes de la CGT y disposent de la majorité absolue et y occupent tous les postes importants de direction. Ils présentent d'ailleurs la CCAS comme un modèle de la « gestion ouvrière », de ce qu'ils feront quand ils seront au pouvoir. (1)

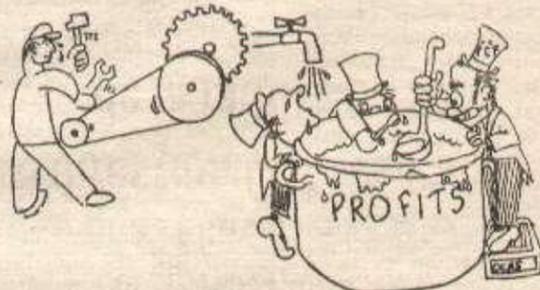
servira un plat unique au lieu du choix habituel, en expliquant les raisons aux travailleurs d'EDF. Et il ira massivement porter ses revendications aux dirigeants de la CCAS en demandant réponse sous 8 jours.

C'est la première fois qu'une action de masse est ainsi clairement engagée par les travailleurs des cantines, contre leurs patrons « de gauche ». Comme ils viennent de l'écrire dans le tract envoyé dans toutes les

cantines pour préparer l'action du 17 mai : « Tous unis, nous améliorerons nos conditions de travail et de vie, sans attendre le statut ».

Correspondant HR

(1) Cf « CCAS : le PCF au pouvoir » dans Prolétariat No 13, article rédigé par une dizaine de travailleurs et de communistes marxistes-léninistes d'EDF-GDF, qui décrivait la pratique totalement bourgeoise des dirigeants révisionnistes.



Travailleurs, dénonçons les dirigeants du PCF et de la CGT en tant que patrons et futurs patrons capitalistes.

• Renault - Flins La direction CGT responsable de la faillite du CE

Le Comité d'Établissement de l'usine Renault à Flins connaît actuellement de très graves difficultés financières, au point que la BNP refuse de payer les chèques émis par le CE et que les employés du CE et des restaurants risquent de ne pas être payés ce mois-ci.

La BNP a donc refusé de payer 88 millions d'anciens francs de chèque et cela pour la première fois. D'autre part, la Sécurité sociale exige le paiement des cotisations dues. (La CGT, en raison du déficit des restaurants n'avait pas payé de cotisations à la Sécurité sociale depuis 10 mois).

Quelles sont les raisons de cette faillite ? Les restaurants d'entreprise gérés par le CE menaçaient de faillite avant les élections du CE, de février 77.

Pour éponger momentanément ce déficit, les responsables du CE alors en majorité CGT, signèrent un accord avec la BNP, qui revenait à mettre les œuvres sociales du CE sous la coupe du déficit des restaurants.

Pour éviter que la vérité n'éclate au grand jour, à la veille des élections du CE, la CGT sans que l'accord signé avec la BNP soit soumis au CE pour discussion et approbation, a

utilisé l'argent des œuvres sociales pour compenser partiellement le déficit.

Ce sont donc les dirigeants CGT qui sont totalement responsables de la faillite du CE, et cela à cause de manœuvres destinées à cacher la vérité aux travailleurs avant les élections.

Cela n'a pas empêché la CGT de marquer un net recul à ces élections de février et le CE est maintenant dirigé par la CFDT (sans que celle-ci dispose cependant de la majorité absolue).

Mais qu'ont dit les dirigeants de la CGT quand la vérité a éclaté, juste à la veille des élections des délégués du personnel ? (le 11 et 12 mai)

Non seulement elle nie l'évidence de ses responsabilités, mais elle essaye de montrer par de basses manœuvres que la CFDT n'a pas payé les cotisations à la Sécurité sociale depuis deux mois, etc. En bref, elle tend à vouloir montrer aux travailleurs que c'est la CFDT qui est responsable de la faillite du CE, voulant par cette campagne de dénigrement, et de mensonges masquer une nouvelle fois la vérité aux travailleurs.

Correspondant HR